

Collège d'autorisation et de contrôle

Avis 9/2026

Avis relatif au respect des engagements et obligations de l'éditeur RMS Régie SPRL pour le service Inside Radio au cours de l'exercice 2025

L'éditeur RMS Régie SPRL, inscrit au registre des personnes morales sous le numéro BE0474.378.401, a été autorisé à diffuser, en tant que radio en réseau, le service Inside Radio par voie hertzienne terrestre.

En date du 4/23/2026, l'éditeur RMS Régie SPRL a transmis au CSA son rapport annuel relatif à la diffusion du service Inside Radio pour l'exercice 2025, en application de l'article 3.1.3-7, §5 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos.

1. Programmes du service

1.1. Nature des programmes

Selon les informations transmises par l'éditeur, les programmes sont répartis en diverses catégories de la manière suivante :

- Musique : 80%
- Informations : 7%
- Publicités : 3%
- Culture : 5%
- Jeux : 5%
- Animation : 0 %
- Divertissement : 0 %
- Sport : 0 %
- Autres : 0 %

La production d'une semaine type est assurée à concurrence de 38 heures dans les conditions du direct et à concurrence de 130 heures par des moyens automatiques (diffusion musicale en continu, voice-tracking, rediffusion, etc.).

1.2. Programmes d'information

Dans sa demande d'autorisation, l'éditeur s'engageait à diffuser 583 minutes par semaine de programmes d'information. Sur l'exercice 2025, il déclare en avoir diffusé 353 minutes. Après vérification par les services du CSA, ce volume s'élève à 353 minutes hebdomadaires. L'éditeur ne rencontre pas son engagement.

Interrogé par les services du CSA à ce sujet, l'éditeur signale qu'il a omis d'encoder un programme : "L'hebdo du dimanche". Celui-ci a été ajouté et comptabilisé par les services du CSA dans le décompte du volume de programmes d'information diffusés. Malgré cela, l'éditeur ne parvient pas à rencontrer son engagement, ne diffusant que 353 minutes hebdomadaires de programmes d'information contre

un engagement de 583 minutes hebdomadaires. Face à cette situation de manquement potentiel, les services du CSA ont adressé à l'éditeur, le 18 juin 2026, un courriel l'invitant à fournir tout élément contextuel susceptible d'expliquer l'écart constaté. L'éditeur n'y a pas donné suite. Le Collège constate que l'éditeur n'a pas rencontré son engagement pour l'exercice 2023 (488 minutes hebdomadaires), pour l'exercice 2024 (380 minutes hebdomadaires) et pour l'exercice 2025 (353 minutes hebdomadaires). Le Collège s'inquiète plus particulièrement de la baisse constante du volume de programmes d'information diffusés durant ces exercices et, par voie de conséquence, de l'écart croissant avec l'engagement initial de l'éditeur. A ce constat s'ajoute le fait que le volume de programmes d'information diffusés pour l'exercice 2025 est inférieur au niveau d'engagement (380 minutes hebdomadaires) applicable à compter de l'exercice 2026, suite à une demande de révision d'engagement de l'éditeur accordée par le Collège, le 5 mars 2026.

Pour ces différentes raisons, le Collège décide de notifier un grief à l'éditeur.

Pour cet exercice, la rédaction de l'éditeur comportait 2 journalistes professionnels accrédités.

L'éditeur s'est engagé à reconnaître une société de journalistes lorsque sa rédaction en ferait la demande et, entretemps, à consulter ses journalistes sur les questions prévues à l'article 3.1.1-2, §1er, 4° du Décret.

L'éditeur dispose d'un règlement d'ordre intérieur en matière d'objectivité dans le traitement de l'information.

Il a adhéré à l'Association pour l'Autorégulation de la Déontologie Journalistique.

2. Engagements de l'éditeur en matière de programmation

L'article 4.2.3-1 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos prévoit que tout éditeur d'un service de média sonore autorisé à diffuser par la voie hertzienne terrestre analogique et numérique est tenu de veiller à la promotion culturelle, et sauf dérogation, d'assurer un minimum de 70% de production propre, de diffuser ses programmes en langue française, d'assurer dans sa programmation musicale un minimum de 30% d'œuvres musicales de langue française et au moins 6% d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de garantir la diversité linguistique et culturelle. Parmi ces 6%, au moins ¾ des œuvres doivent être diffusées entre 6h et 22h. Ce taux de 6% devra croître graduellement et chaque année à compter de l'entrée en vigueur du décret pour atteindre 10% pour les radios en réseau et 8% pour les radios indépendantes à l'horizon 2026.

Lors de leur demande d'autorisation, les éditeurs ont été amenés à prendre leurs propres engagements en ces matières. Ces engagements peuvent être supérieurs aux seuils légaux. C'est sur ces engagements que porte le contrôle annuel.

2.1. Promotion culturelle

Dans sa demande d'autorisation, l'éditeur s'engageait à diffuser des programmes culturels pour un volume moyen hebdomadaire léger (soit entre plus de 10'/jour et moins de 25'/jour donc minimum 71 minutes par semaine). Après vérification par les services du CSA, ce volume s'élève à 184 minutes par semaine. L'éditeur rencontre son engagement.

2.2. Production propre

L'éditeur s'est engagé à réaliser 100% de son programme en production propre. Pour l'exercice 2025, il déclare que la proportion globale de production propre a été de 100%. Après vérification par les services du CSA, cette proportion est établie à 100%. L'éditeur rencontre son engagement.

2.3. Programmes en langue française

L'éditeur s'est engagé à réaliser 100% de son programme en langue française. Pour l'exercice 2025, il déclare que la proportion globale de langue française a été de 100%. Après vérification par les services du CSA, cette proportion est établie à 100%. L'éditeur rencontre son engagement.

2.4. Diffusion musicale sur des textes en langue française

L'éditeur s'est engagé à diffuser 38% de musique chantée sur des textes en langue française. Sur l'ensemble de l'exercice 2025, il déclare que la proportion de musique en langue française a été de 36,78% de la musique chantée. Dans son analyse de l'échantillon, l'éditeur relève 36,78% de musique avec des paroles francophones. Après vérification par les services du CSA des conduites musicales fournies, cette proportion est établie à 36,68%. L'éditeur ne rencontre pas son engagement.

Cependant, vu le faible écart constaté, celui-ci est considéré comme rencontré.

2.5. Diffusion musicale d'œuvres de la Communauté française

Lors de son autorisation, l'éditeur s'est engagé à diffuser 13% dont au moins 9,75% entre 6 heures et 22 heures d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale. Sur l'ensemble de l'exercice 2025, il déclare que la proportion globale de musique de la Communauté française a été de 22,21% et de 12,39% sur les œuvres diffusées uniquement entre 6 heures et 22 heures. Dans son analyse de l'échantillon, l'éditeur relève 22,21% et 12,39% respectivement pour ce critère. Après vérification par les services du CSA des conduites musicales fournies, cette proportion est établie à 22,21% et à 11,31% sur les œuvres diffusées uniquement entre 6 heures et 22 heures. L'éditeur rencontre son engagement.

3. Avis du Collège d'autorisation et de contrôle

Comme il a été rappelé, le présent avis porte non seulement sur la manière dont l'éditeur RMS Régie SPRL a respecté ses obligations légales pour l'exercice 2025, mais aussi sur la manière dont il a rempli les engagements qu'il a volontairement pris dans son dossier de candidature, et qui ont amené le Collège à autoriser le service Inside Radio plutôt que d'autres candidats.

Sur base des déclarations et informations consignées dans son rapport annuel, le Collège considère que l'éditeur a globalement respecté ses engagements.

En matière de programmes d'information, le Collège décide de notifier un grief pour non-respect de l'engagement pris dans le cadre de l'article 3.1.3-3, § 3, 5°, du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos relatif à la description du système d'information.

Fait à Bruxelles, le 3 septembre 2026.

DocuSigned by:
Marie Coomans
DC9C4D582F4644B...

DocuSigned by:
Karim Bourki
08013E62BA9E470...